

par Jacqueline de Bruycker

Créer un nouvel équilibre mondial

Pour contrer la mondialisation néolibérale

Oui, une « mondialisation au service de l'homme » est possible. Mais ce ne sera jamais qu'un rêve tant et aussi longtemps que les États-Unis, dominés par les multinationales, exerceront leur suprématie sur le monde.

Prenant la parole au congrès, le secrétaire général de la Confédération mondiale (CMT) du travail, **Willy Thys**, a lancé aux délégués des syndicats affiliés à la **Centrale des syndicats démocratiques (CSD)** un vibrant appel à la mobilisation générale.

« Il n'y aura pas de justice sociale, il n'y aura pas de paix si, tous ensemble nous ne luttons pas pour changer cette situation. C'est très clair qu'il faut réguler les marchés, contrôler les multinationales qui concentrent des pouvoirs incroyables et qui font vivre les travailleurs dans des conditions terribles. C'est clair aussi que nous devons nous organiser. Et peut-être nous organiser autrement que nous le sommes aujourd'hui car le monde a changé », a-t-il souligné.

La fin d'un monde

L'effondrement du système communiste en Europe a profondément modifié la géopolitique du monde, marquant la fin de la guerre froide qui opposait les États-Unis, l'URSS et leurs alliés respectifs.

« Nous sommes entrés dans un monde unipolaire, dominé par la grande superpuissance que sont les États-Unis avec sa politique de force, sa politique militaire, sa politique d'emprise économique. Mais, lorsqu'on a l'ambition d'être le gendarme du monde, il

faut pouvoir travailler au-delà de ses intérêts. Et, c'est précisément ce que les États-Unis, sous la gouverne conservatrice de Georges Bush, n'ont pas pu faire », a-t-il affirmé.

Évoquant la guerre en Afghanistan et l'invasion de l'Irak, Willy Thys a dit regretter que les milliards de dollars qu'elles ont coûtés n'aient pas été consacrés au développement dans le monde, ce qui aurait permis de stabiliser la paix grâce à des programmes d'éducation, de donner aux pays du Tiers monde l'accès à des soins de santé, notamment en leur fournissant de l'eau potable.

Ce qui est pire encore, c'est que les États-Unis organisent leur puissance économique à travers les multinationales, détiennent la majorité dans plusieurs organismes internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI), ils dominent la Banque mondiale (BMD), font quasiment la loi au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et tout cela, évidemment, a des répercussions sur les conditions sociales de chacun d'entre nous.

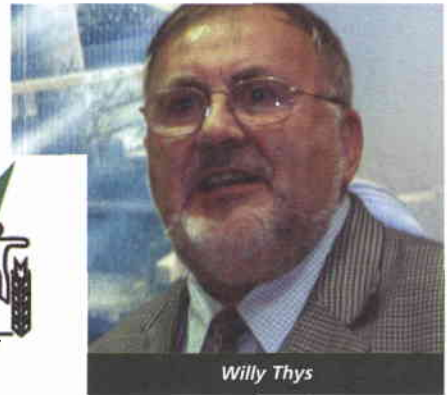
À travers cette position dominante, c'est une doctrine néolibérale qui est véhiculée, prônant un « état minimum, le pouvoir aux marchés, le commerce sans contraintes ». Notre monde ne peut bien

aller que si les richesses qui sont produites sont équitablement redistribuées. Redistribuées à travers un état qui peut ainsi dispenser à ses citoyens des services d'éducation, de soins de santé et leur offrir un bon système de sécurité sociale, afin qu'ils ne deviennent pas des « working poors ». Mais, pour l'instant, cette manière de voir les choses n'est pas dominante et là où elle existe, elle est menacée par la pression de la globalisation néolibérale.

Un nouvel équilibre

La seule façon de corriger la situation, c'est de rééquilibrer le monde autour de différents pôles, comme l'Union européenne, le Mercosur en Amérique latine, l'Organisation de l'Union africaine, le SAARC et l'ASEAN en Asie.

« Les organisations syndicales doivent encourager cette émergence et s'organiser selon cette philosophie », a-t-il enchaîné, en soulevant l'exemple de l'Union européenne qui se bâtit dans la paix, dans la démocratie et dans le respect de ce que sont les gens, les populations, de leur histoire et de leurs traditions.



Willy Thys



« Il n'y a pas de démocratie dans une société quand une proportion importante des gens est marginalisée. Nous ne pouvons et nous ne devons pas accepter cette marginalisation, il faut, au contraire, la réduire et, en même temps, nous réduirons les violences, les déséquilibres, le racisme et l'intolérance », a-t-il affirmé.

C'est seulement en s'unissant et se solidarisant davantage encore que les centrales syndicales pourront ensemble lutter contre l'individualisme et pour la justice sociale. Dans cette perspective, l'affiliation à une organisation internationale comme la CMT prend tout son sens.

« La CSD et la CMT ne sont peut-être pas les plus grandes organisations syndicales qui soient. Notre force ne réside pas dans le nombre de nos membres, mais dans la capacité que nous avons de mobiliser des gens dans une action déterminée. Nous sommes des militants et nous sommes solidaires. Nous sommes des agents de changement. C'est là notre vraie force », a-t-il conclu. ☺